

Groupes locaux AFPS فلسطين Palestine 33

juillet/août 2014 - n° 117

À la suite de la disparition de trois jeunes israéliens près de Hébron le 12 juin, dans une zone pourtant « hyper sécurisée » et sous total contrôle de l'armée d'occupation, une gigantesque opération militaire israélienne de ratissage et de représailles a été déclenchée contre la population palestinienne, avec bouclage de la Cisjordanie et bombardements sur Gaza. Il faut stopper cette nouvelle agression israélienne contre le peuple palestinien.



NETANYAHOU MET LE FEU

EN TROIS SEMAINES, dix tués dont trois mineurs, des dizaines de blessés, des centaines d'arrestations (des enseignants, des imams, y compris de prisonniers récemment libérés et de militants des ONG de défense des droits de l'homme), et de multiples exactions contre la population civile (saccage de locaux, notamment à l'université de Bir Zeit, destruction de maisons et de matériel, vols d'objets personnels...). La tradition israélienne est hélas honorée.

L'objectif immédiat d'Israël ? Souder « le peuple juif » autour de la continuelle politique d'occupation-colonisation-répression et dans la haine anti-arabe qui se déchaîne sur les réseaux sociaux, alimentée par l'appel à la « vengeance » du Premier ministre Netanyahu lui-même le 30 juin, après la découverte des corps des trois jeunes.

Mais surtout, en ciblant le Hamas dont plus de 300 militants supposés ont été arrêtés, Israël cherche à briser le processus de réconciliation entre Fatah et Hamas, à faire éclater le gouvernement palestinien d'entente nationale formé le

2 juin, à casser les espoirs de paix et à briser le peuple palestinien. L'appui des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne aux opérations de recherche israéliennes a été qualifiée de « trahison du peuple palestinien » par la députée arabe israélienne Hanine Zoabi¹.

Après l'échec du processus de négociations (*lire en page 2*), l'appel du représentant palestinien à l'ONU à l'intervention de la communauté internationale pour protéger la population civile palestinienne, victime d'une « punition collective » qui n'en est sans doute qu'à son début, est resté sans réponse tangible. En particulier de la diplomatie française, dans l'incapacité de se démarquer de la position israélienne.

Le kidnapping et l'assassinat d'un adolescent palestinien du quartier de Choufat, à Jérusalem-Est, vraisemblablement par des extrémistes juifs, a relancé la guerre des pierres des jeunes palestiniens contre l'occupant. De nouveaux bombardements ont suivi le lancement de roquettes depuis la bande de Gaza par des groupes radicaux djihadistes...

Mais ce qui ruine réellement toute possibilité de paix, c'est l'accélération de la colonisation et du vol des terres palestiniennes. Ce qui fait craindre le pire, c'est qu'Israël n'ait jamais eu à rendre compte de ses violations du droit humanitaire et de son total mépris du droit international.

Pour comble, le 16 juin dernier, le groupe des pays occidentaux a permis l'élection d'un Israélien à la vice-présidence de la commission de l'Assemblée générale de l'ONU en charge de... la décolonisation ! Ce choix, justement ressenti comme une provocation par les tenants du droit international et qui fait écrire à Alain Gresh, sur son blog *Nouvelles d'Orient*², « Demain, le Ku Klux Klan pour combattre le racisme ? », ne peut que conforter le gouvernement israélien dans son dangereux jusqu'au-bou-tisme expansionniste.

Le 5 juillet 2014

1. Que nous avons reçue à Bordeaux le 13 juin dernier. *Lire en page 3.*

2. Post du 22 juin 2014 : [blog.monde-diplo.net/-Nouvelles-d-Orient-]

Le 29 avril s'est terminée la période prévue pour les négociations entre l'État d'Israël et l'Autorité palestinienne sous l'égide des États-Unis. Négociations reconnues par l'ensemble des observateurs et par le secrétaire d'État américain lui-même, John Kerry, comme un échec.

UN ÉCHEC ANNONCÉ

AUCUN RÉSULTAT probant n'a été obtenu en neuf mois par la diplomatie américaine, qu'il s'agisse d'une avancée vers deux États, d'une approche de la fixation des frontières ou d'une remise en cause de la colonisation. Le Premier ministre israélien Netanyahu n'a cessé de remettre sur le tapis son projet d'État juif, évidemment inacceptable pour les Palestiniens puisque ce serait renier leur existence même, leur culture, le droit au retour des réfugiés, etc. Et quel démocrate pourrait accepter l'idée d'un État et d'une citoyenneté basés sur une définition ethno-religieuse ? Pourtant, Netanyahu promet de déposer un projet de loi en ce sens très prochainement à la Knesset.

Au cours du processus, la colonisation s'est amplifiée avec la mise en œuvre de la construction de 13 851 logements en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, et 700 étaient encore annoncés début avril à Jérusalem-Est. La libération de 104 prisonniers palestiniens d'avant les accords d'Oslo avait été posée comme signe de bonne volonté de l'État d'Israël en début de négociations, mais 26 d'entre eux n'ont pu recouvrer leur liberté.

Début avril, l'Autorité palestinienne a rompu son engagement de suspendre ses initiatives internationales et a demandé son adhésion à 15 agences de l'ONU et traités internationaux. Elle a par ailleurs demandé à la Suisse d'adhérer à la 4^e Convention de Genève d'août 1949 sur la protection des civils en territoire occupé et à son premier protocole additionnel, et aux Pays-Bas d'adhérer à la Convention de la Haye d'octobre 1907 sur les lois et coutumes de la guerre sur terre. Et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a signé un accord de réconciliation avec le Hamas, ce qui a provoqué l'arrêt des négociations le 24 avril par Benjamin Netanyahu.

OBJECTION DE CONSCIENCE Au bout de ces neuf mois, John Kerry a mis en garde Israël en cas d'échec de la solution à deux États : « La création de deux États sera la seule solution réaliste. Parce qu'un État unitaire finirait par être soit un État d'apartheid avec des citoyens [arabes] de seconde classe, soit un État qui détruira la capacité d'Israël d'être un État juif »¹. Le 30 avril, Mahmoud Abbas a dit son vœu de reprendre les négociations mais

« il doit y avoir une libération des prisonniers, et nous irons aux négociations sur la base d'un arrêt de la colonisation, et la discussion des cartes et des frontières pendant trois mois, au cours desquels l'ensemble de la colonisation sera arrêtée ». En écho, Benyamin Netanyahu a posé ses conditions à la reprise des négociations avec l'Autorité palestinienne : que le Hamas reconnaisse Israël ou que Mahmoud Abbas renonce à la réconciliation nationale avec le Hamas.

Bien sûr, on ne peut renvoyer Israël et la Palestine dos à dos, comme si les deux entités étaient à égalité et faisaient chacune preuve de mauvaise volonté. N'oublions jamais que les Palestiniens sont dans une situation d'extrême faiblesse : soumission au bon vouloir d'Israël pour la circulation, les exportations, la réversion des taxes ; blocus de Gaza ; pauvreté généralisée ; conséquences psychologiques de la peur, de l'emprisonnement à grande échelle, etc.

L'espoir vient d'ailleurs, comme le nombre grandissant de refuzniks israéliens. Ainsi, en mars une cinquantaine de lycéens en terminale – shministim en hébreu – ont cosigné une lettre ouverte adressée à Netanyahu affirmant leur refus de servir dans une armée qui occupe les territoires palestiniens et viole quotidiennement les droits humains en commettant des crimes de guerre. Fin avril le nombre de signataires dépassait la centaine, donnant ainsi naissance à ce qui est sans doute la plus grande vague de refuzniks. Alors que l'armée israélienne arrivait jusqu'ici à traiter discrètement ces cas dérangeants, elle a été contrainte de changer d'attitude. Le caractère public et ouvertement politique du courrier des shministim ne le permettait plus.

La visite du Pape fin mai, même si elle se voulait strictement religieuse, a permis des gestes forts : le début de la visite en territoire palestinien, à Bethléem ; le moment de recueillement contre le mur de séparation ; la visite du camp de Deheisheh. Le 25 mai, il a lancé un appel à mettre « fin à une situation toujours plus inacceptable » et demandé la reconnaissance du « droit pour un État d'Israël et un État de Palestine de vivre en paix et sécurité ».

Alice MONIER

1. Propos tenus le 25 avril lors d'une réunion de la Commission trilatérale (groupe de discussion non gouvernemental fondé par David Rockefeller) et publiés par le site d'information *Daily Beast*. John Kerry a démenti le 28 avril avoir qualifié Israël d'« État d'apartheid », le terme étant régulièrement récusé par Barack Obama.



Le Pape François devant le mur de séparation entre la Cisjordanie et Israël, le 25 mai 2014.

Le 13 juin dernier, nous recevions à Bordeaux Hanine Zoabi, députée palestinienne à la Knesset. Soirée exceptionnelle avec une oratrice véhémante et sensible, qui a débuté au Centre du Ha par une rencontre autour d'un buffet avec les membres d'associations girondines et quelques personnalités¹.

UNE VOIX ARABE DE L'INTÉRIEUR D'ISRAËL

MALGRÉ le changement de salle de dernière minute, pour cause d'indisponibilité de l'Athénée – ce 13 juin était un vendredi ! –, nous étions plus d'une centaine pour écouter et questionner Hanine Zoabi à la Maison cantonale de Bordeaux. D'emblée, elle met en garde contre l'oubli des Palestiniens qui vivent hors de Cisjordanie et de la bande de Gaza. « Je suis Palestinienne. L'identité "arabe d'Israël" qui nous désigne signifie oubli des Palestiniens de 1948, oubli de l'histoire palestinienne, oubli des réfugiés. Cet oubli, inconscient dans le mouvement de solidarité, a été créé par les accords d'Oslo et ceux qui se sont soumis au rapport de force, la discussion se limitant à la question des frontières, à la reconnaissance des États. [...] Nous étions "effacés".

« Parler du sionisme en Israël, ce n'est pas seulement parler de l'occupation [des territoires]. L'occupation est le fruit du sionisme. Il faut aller au fond, et les fondamentaux c'est qu'Israël ment lors qu'il s'adresse aux Européens et aux Américains en prétendant partager les valeurs universelles d'égalité, de démocratie, et en justifiant ses actions par l'autodéfense, par l'antiterrorisme. [...]

« Pour comprendre, il faut aller à Nazareth, à Haïfa, à Jaffa... Je vous y invite. 50 lois, racistes, régissent spécifiquement les Palestiniens, pourtant eux-aussi citoyens d'Israël. Par exemple, les lois concernant la terre, sa propriété, sa confiscation, son utilisation. Propriétaires de 87% de la terre en 1948, les Palestiniens, n'en possèdent plus que 3% et ont perdu ce qui constituait l'essentiel de leurs ressources. Le revenu d'une famille palestinienne est le tiers de celui d'une famille juive.

UN SYSTÈME DISCRIMINATOIRE ET RACIAL. « Mille centres urbains ont été construits, exclusivement pour les juifs, alors que les Palestiniens, dont le nombre a été multiplié par dix, vivent dans le même nombre de villes et villages qu'en 1948, après la destruction de 570 d'entre eux. Au nom de la recherche d'une "harmonie

*« Israël veut effacer la présence palestinienne active sur cette terre de Palestine. »
Hanine Zoabi et Adee Mahmoud, qui assurait la traduction de ses propos, à la Maison cantonale de Bordeaux, le 13 juin.*



Palestinienne citoyenne d'Israël, Hanine Zoabi est depuis 2009 l'une des trois députés au Parlement israélien du parti Balad, où elle milite depuis 1996. Elle s'est notamment fait connaître par sa présence à bord du Mavi-Marmara, le bateau turc de la flottille qui tentait de briser le blocus de Gaza, abordé le 31 mai 2010 par l'assaut des commandos israéliens qui a coûté la vie à neuf militants (un dixième est décédé en avril dernier). La droite et l'extrême droite israéliennes rêvent de la juger pour « trahison ». Motions, votes, recours en justice, violences verbale et physique, menaces de mort, ils usent de tous les moyens pour tenter de l'expulser du Parlement et obtenir qu'elle soit déchu de sa citoyenneté israélienne. À la Knesset, le discours de Hanine Zoabi est rejeté en bloc, ce qui ne l'empêche pas de continuer à croire aux « outils de la démocratie ».

sociale et culturelle", 480 centres urbains, villes et villages, leur sont interdits de fait par une loi votée il y a deux ans². [...] Dans le sud du pays, il est des villages qui ne figurent sur aucune carte, des villages fantômes sans existence juridique.

« Et pour couper les liens entre les Palestiniens et leur terre, leur patrie, après avoir pratiqué un nettoyage ethnique qui a chassé 85% des habitants, le nom des rues, des villages, des villes, de toute la topographie du pays a été modifié. [...] Moi, Palestinienne, je n'ai pas le droit d'habiter sur 70% de ma terre ! Je n'ai pas le droit d'étudier l'histoire de mon pays, je n'ai pas le droit d'étudier l'œuvre de Mahmoud Darwish ou d'autres auteurs palestiniens. Nous sommes plus de 18% de la population, mais seulement 8% d'étudiants et 0,5% d'enseignants universitaires sont palestiniens.

« [...] Le problème n'est pas que des juifs vivent en Palestine ; le problème n'est pas que nous ne puissions pas vivre ensemble ; le problème est que les juifs veulent vivre à la place des Palestiniens.

Tel est le projet d'un État juif, où les juifs sont démographiquement majoritaires, dont les institutions sont gérées par les juifs, qui octroie aux juifs des privilèges, où seuls les juifs gouvernent, décident, contrôlent jusqu'à l'écriture du passé. [...] En marginalisant politiquement les Palestiniens, en les divisant par des statuts différents. Maximum de terre, minimum de Palestiniens, c'est cela le projet sioniste, l'occupation de la Cisjordanie n'en est qu'une conséquence. Pour Israël, la ligne verte n'existe pas ! [...]

JUSTICE ET DÉMOCRATIE. « Israël nous prend notre temps, notre énergie... Nous parlons davantage d'Israël que de nos propres projets. C'est le signe de notre faiblesse. Les choses sont inversées ! Mais c'est à nous de réfléchir, de penser l'avenir, pour les Palestiniens et aussi pour les juifs, et de dire quelle place nous acceptons de faire à ceux qui sont arrivés dans notre patrie. Je suis l'habitant authentique, historique, de ce pays, mais je reconnais qu'il y a quatre générations de juifs qui

sont nés ici, et je vais leur faire une place. [...] Je suis Palestinienne de 1948, et je parle au nom des Palestiniens de Cisjordanie, des Palestiniens de Gaza, des Palestiniens réfugiés. Je ne considère pas qu'il s'agisse d'une affaire interne à Israël, je ne lutte pas pour avoir quelques droits en tant qu'arabe d'Israël...

«[...] On exige de moi la loyauté en échange de la citoyenneté. J'exige l'égalité entre les citoyens et surtout la justice. La reconnaissance de mon histoire, de ma mémoire. Impossible pour l'État d'Israël, ce serait briser le rêve sioniste. Au nom de l'égalité, j'exige le droit pour les réfugiés de rentrer, j'exige des excuses pour la Nakba. J'exige le démantèlement de toutes les colonies. Et la création d'un État palestinien indépendant. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas la question d'un État ou de deux États, c'est la question de l'égalité, de la démocratie pour tous.

PRESSIONS EXTERNES. «Votre rôle en Europe, en France, est d'exercer des pressions pour que cesse la colonisation, pas pour que les Palestiniens retournent à la table des négociations. Israël ne veut pas la paix, n'a pas le sentiment d'avoir besoin de la paix, parce qu'il ne paye pas le prix de l'occupation, ne considère d'ailleurs pas qu'il qu'y ait un prix à payer. [...] Israël n'a pas d'image de l'autre. Blocus de Gaza, construction du mur... pour ne plus voir l'autre, ne plus savoir l'occupation. Ils ont construit un ghetto autour d'eux.

«[...] Après 2000 et la construction du mur, la judaïsation s'est déplacée de la Cisjordanie vers la Palestine de 1948. Notre objectif aujourd'hui est de rendre le prix de l'occupation très élevé, c'est la seule façon de s'en débarrasser. Par la lutte,

la résistance, d'abord celle des Palestiniens. Traduire Israël devant la justice, la Cour pénale internationale, c'est à l'Autorité palestinienne de le faire. Et par votre militantisme, pour isoler Israël, en développant le boycott. L'Europe, qui a admis Israël au sein de l'OCDE et dans toutes sortes d'instances, ne nous aide pas. Les échanges, qu'ils soient économiques, académiques ou culturels... légitiment Israël.

[En réponse aux questions de la salle.]

> «Avec quels mouvements politiques et sociaux juifs travailler ? C'est difficile. Israël pratique une forme de lavage de cerveau des juifs, pour éradiquer l'esprit critique. Il y a des partis politiques et des organisations de défense des droits de l'homme qui critiquent le blocus de Gaza, la colonisation, appellent au boycott des colonies. [...] Mais aucun parti juif réellement non sioniste n'a réussi à avoir des élus au Parlement, ils sont trop minoritaires. Comment faire pour que leur nombre augmente ? Ne pas compter sur un dynamisme interne, au contraire, la société israélienne se radicalise à droite. Il faut une pression externe, la vôtre. Plus on tolère, plus le fascisme monte, moins les voix intérieures qui disent "boycottez-nous" sont nombreuses.

> «Oui, le peuple palestinien est aussi victime des dictatures arabes. Nous avons besoin de la démocratie, elle est le meilleur soutien des Palestiniens ; c'est valable aussi pour l'Europe qui, si sa politique était le reflet de l'opinion publique, aurait depuis longtemps traduit Israël devant la justice internationale ! Israël a besoin des dictatures au Moyen-Orient et entretient des relations avec des régimes réactionnaires en Amérique latine, comme avec

l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid. Israël a été le dernier à soutenir le régime du shah d'Iran, après que tout le monde l'ait laissé tomber. Israël est le produit du colonialisme britannique en Palestine. [...] Si les régimes des pays arabes vont vers la démocratie, Israël sera combattu plus efficacement, isolé en tant que force coloniale et occupante.

RENVERSER LA TABLE. > «Le meilleur ciment pour préparer la victoire c'est l'unité. Mais ce gouvernement palestinien d'entente nationale n'est pas le fruit d'une relecture de son programme par le mouvement national palestinien. D'une vraie étude de la crise, de l'impasse dans laquelle se trouve le projet national palestinien ; il est le fruit de la crise à l'intérieur de chacune des organisations, impasse des combats pour Hamas, impasse des négociations pour l'Autorité palestinienne. [...] Cela peut créer l'environnement nécessaire pour inventer une troisième voie, donner la possibilité à la jeune génération de "renverser la table". Une rupture est nécessaire pour ouvrir de nouvelles perspectives.

> «Cela aiderait-il les Palestiniens de classer le plateau du Golan et ses ressources en eau parmi les aires protégées naturelles transfrontalières ? La terre est la question centrale. Le sionisme refuse de partager quoi que ce soit. Les accords d'Oslo ont traité du diamètre des tuyaux amenant l'eau du Golan auxquels les Palestiniens auraient accès, c'est dire l'importance de la question de l'eau. [Hanine hausse le ton.] Il y a un énorme paradoxe : d'un côté la main généreuse, mais faible, d'une ville comme Saint-Pierre-d'Aurillac qui aide à financer un puits à Tubas, et de l'autre l'Europe, la main forte, qui laisse Israël accaparer et polluer l'eau. Alors...

> «Que dire aux jeunes ? Qu'ils viennent en Palestine, mais dans toute la Palestine. Exigez de vos gouvernements la transparence sur leur politique à l'égard d'Israël, oui, et transformez l'essai par une pratique politique, en concentrant votre travail militant dans les universités, où se trouve la prochaine génération qui va diriger le pays.»

Enregistrement et transcription
Cécile RENAULT

1. Cimade, Collectif des organisations de soutien à la Palestine, réseau Sortir du colonialisme, Michel Hilaire et Jean-Jacques Paris, du Conseil général de la Gironde, Marie Bové (EELV).
2. Depuis 1996, l'organisation Adalah (Justice) défend les droits des Palestiniens tant en Israël que dans les territoires. [adalah.org/eng/] (anglais, arabe, hébreu)



CHRONIQUE D'UN GHETTO

Chaque semaine depuis 2000,
Jacques Salles publie *Infos Gaza*,
bulletin d'informations en français.

FONDATEURS DE PALESTINE33
En 1991, Françoise et Jacques Salles
ont souvent accueilli des Palestiniens
en Gironde et se sont rendus plus de
quinze fois dans les territoires occupés.
Particulièrement sensibilisés à la situation
de la bande de Gaza, où Palestine33
participe activement au soutien de plusieurs
ONG palestiniennes, ils rencontraient
tous les ans Radji Sourani et Haider Abd
El Shafi. Ils logeaient chez la famille Kas-
ham à Al Quarara et ont ainsi pu entrer en
contact avec beaucoup de monde.

Radji Sourani, avocat et défenseur
de nombreuses victimes, a créé à Gaza
en 1995 le Centre Palestinien pour les
droits humains (PCHR)¹, dont le but est
de recenser, enquêter et informer sur les
violations des droits de l'Homme. Il a été
emprisonné à six reprises par Israël, mais
également par l'Autorité palestinienne.
Haider Abd El Shafi, chirurgien, figure
éminente de la résistance palestinienne,
décédé en septembre 2007, dirigeait la
délégation palestinienne aux négociations
de paix à Madrid (1991). Il fut membre
d'Al-Mubadara, l'Initiative nationale
palestinienne, organisation fondée en
2007 par Mustapha Barghouti.

14 ANNÉES DE CHRONIQUES. En
2000, au début de la deuxième Intifada,
Jacques Salles prend l'engagement moral
de consacrer une partie de son temps et
de son énergie à traduire le rapport heb-
domadaire du PCHR sur les violations
israéliennes des droits de l'homme dans
la bande de Gaza. Il crée ainsi une lettre
hebdomadaire, *Infos Gaza*, transmise à
près de six cents correspondants, qui à
leur tour la diffusent largement, y com-
pris à l'étranger. Sur place, une vingtaine
de bénévoles et de professionnels col-
lectent et rassemblent les informations.
Leur travail est méritoire quand on sait
que l'immeuble hébergeant le PCHR
subit aussi les pénuries d'énergie.

Ses abonnés viennent de recevoir
le sept cent quinzième *Infos Gaza*².
Au sommaire les exactions perpétrées
dans la semaine du 12 au 25 juin contre
les habitants de Gaza, résistants ou non,
jeunes ou vieux, bombardements, lancers



Jacques et Françoise ont rendu visite à Georges
Ibrahim Abdallah, le 12 décembre 2013.

de missiles, destructions de cultures et de
maisons. *Infos Gaza* est ainsi la chronique
du scandaleux blocus imposé à toute une
population, des entraves à la circulation
des habitants, des denrées alimentaires,
des matériaux de construction, et d'une
vie marquée par la pénurie de vaccins
et de médicaments, d'eau, d'énergie, de

carburant... Les tués, les blessés, les
pêcheurs ou les agriculteurs arrêtés au
travail et les jeunes pris pour cible parce
qu'il se sont trop approchés des zones de
no man's land y ont un nom.

Depuis plusieurs années, Jacques
publie également chaque semaine un
Infos Gaza bis offrant des articles d'ac-
tualité d'un grand intérêt. Dans l'édition
713 bis, la déclaration faite par Noam
Chomsky, signataire de la pétition *Pour
mettre fin au blocus de la bande de Gaza
et pour la liberté de mouvement des
Palestiniens*³ lancée le 26 avril 2014 :
« Chaque jour qui passe où Gaza souffre
du blocus israélien est une honte pour la
communauté internationale qui tolère
cette situation scandaleuse. »

Merci Françoise et Jacques pour votre
fidélité à votre engagement pour la justice
et pour la liberté du peuple palestinien et
de tous les peuples opprimés.

Nicole DELAVEAU

1. Palestinian Center for Human Rights :
(en anglais) [pchgaza.org/portal/en]
2. Archives d'*Infos Gaza* :
[palestine33.free.fr/spip.php?rubrique13]
3. Pétition sur le site l'Arche de Gaza :
[gazaark.org/fr/category/appel-a-laction/]

Infos Gaza 430 - Bulletin du PCHR publié le 12 janvier 2009 (extrait)

Gaza, le 1^{er} janvier 2009. Pour le septième jour consécutif, l'offensive des Forces israéliennes
d'occupation (FOI) se poursuit dans la bande de Gaza.

Selon les enquêteurs du PCHR et les témoins oculaires, il était 14h30 le 1^{er} janvier 2009
quand l'aviation des FOI a ciblé plusieurs missiles sur la maison de Nizar 'Abdul Qader Moham-
med Rayan, 49 ans, à proximité de la mosquée al-Khulafaa'al-Rashedin dans le camp de Jaba-
liya. Les cinq étages de l'immeuble ont été détruits. Rayan a été tué et avec lui ses quatre
femmes, Hiam 'Abdul Rahman Rayan, 46 ans, Iman Khalil Rayan, 46 ans, Nawal Isma'il Rayan,
40 ans et Sherine Sa'id Rayan, 25 ans. Onze de leurs enfants ont péri dans cette attaque : As'ad,
2 ans, Usama Ibn Zaid, 3 ans, 'Aisha, 3 ans, Reem, 4 ans, Miriam, 5 ans, Halima, 5 ans, Abdul
Rahman, 6 ans, Abdul Qader, 12 ans, Aaya, 12 ans, Zainab, 15 ans et Ghassan, 16 ans.

Dans le nord de la bande de Gaza, vers 15h30, l'aviation a bombardé le site des brigades
Nasser Saladin, bras armé des Comités de la résistance populaire, situé à côté des tours al-Nada
de al-Mu'ez Le Din Allah. Jihad al-Nasla, 2 ans et sa sœur 'Oyoun, 16 ans, sont tuées alors
qu'elles rentraient de faire quelques courses. Quarante autres civils dont vingt-sept enfants
ont été plus ou moins sérieusement blessés.

Un peu plus tôt dans la matinée, l'aviation avait bombardé la maison de Fatema Salah
Isma'il Salah, 42, ans, qui jouxte le commissariat de police de Jabaliya. Elle a été tuée alors
qu'elle était dans sa maison. Dans la soirée de ce 1^{er} janvier, l'aviation a bombardé un groupe
important de civils rassemblés dans Al Amal, banlieue de Jabaliya. Dix-huit civils dont
neuf enfants sont blessés. Dès le lendemain on apprenait le décès de Fadi Shabat, 24 ans, une
des plus sévèrement blessée au cours de l'attaque. [...]

Depuis le début de l'offensive en cours sur la bande de Gaza [dénommée Opération Plomb
durci], Israël proclame haut et fort qu'il ne cible pas les constructions civiles. Le PCHR, fort de
ses enquêtes, prouve le contraire montrant que les FOI utilisent une puissance de feu mortelle
démésurée sur des cibles dont la majorité sont des constructions civiles pour la collectivité et
des biens privés. Les maisons mises hors d'usage ne peuvent être réparées à cause du siège qui
bloque tout matériau de construction. De ce fait, des centaines de familles sans toit doivent
affronter le froid piquant de cet hiver. [...]

Le nombre de tués en ce septième jour de l'offensive s'élève à 375, pour la plupart des civils
sans arme dont 51 enfants et 14 femmes. Les blessés se comptent par centaines.



SOLIDARITÉS Palestine

Sur le stand Palestine33 à la Fête des freres de Saint-Pierre-d'Aurillac, le 1^{er} juillet dernier, la maquette de l'Arche réalisée par Isabelle Bettinger.



L'Arche de Gaza, sabotée le 29 avril dernier, est en cours de réparation. Après la remise en état de la structure du bateau suivront les réparations techniques et électroniques. En dépit des restrictions de l'occupant, des broderies, des sculptures en bois, de l'huile d'olive et d'autres produits artisanaux de Cisjordanie sont arrivés à Gaza. Ils seront exportés dans les mois à venir à bord de l'Arche qui va défier le blocus naval illégal et inhumain de Gaza.

« L'Arche de Gaza n'aidera pas seulement à établir un nouveau marché d'exportation pour les produits palestiniens, souligne le comité consultatif de la société civile à Gaza, elle témoignera aux yeux du monde de la tragédie qu'est la séparation du peuple palestinien des territoires occupés imposée par les autorités israéliennes. [...] Notre campagne exige la liberté de mouvement et de commerce pour tous les Palestiniens. Notre défi au blocus vise à montrer que Gaza est le port maritime pour toute la Palestine et que les tentatives d'Israël de

diviser le peuple palestinien ne font que resserrer ses liens. »

Plusieurs sociétés internationales, BNES Links Ltd (Grande-Bretagne), Zatoun Imports à Toronto (Canada), et des associations de solidarité avec le peuple palestinien en Espagne, en Norvège et en France sont engagées dans la commercialisation en Europe et en Amérique du Nord des produits d'artisans de Cisjordanie et de Gaza. « Il est vital pour le développement économique de l'État palestinien qu'il y ait une route commerciale par laquelle il puisse exporter ses produits, expliquent-elles, moins onéreuse que le système de courtiers auquel nous sommes soumis actuellement. La route maritime commerciale et la connexion entre la Cisjordanie et Gaza sont essentielles pour les Palestiniens. Et nous désirons défier le blocus illégal d'Israël tout en fournissant un travail plus que nécessaire aux Palestiniens de Gaza dont 80 % vivent de l'aide internationale. »
Plus d'informations sur www.gazaark.org

POUR LES ENFANTS DE GAZA

Le relevé des troncés déposés au début de l'année 2014 dans une douzaine de commerces du quartier **Saint-Michel/Capucins** à Bordeaux – restaurants, épiceries, pâtisseries, boucheries, bazars – a rapporté plus de 850 euros.

Ces dons seront transmis aux associations partenaires de la bande de Gaza.

Nous avons renouvelé la collecte au début de ce mois de Ramadan. Nous remercions les commerçants pour leur confiance et les habitants pour leur générosité.



Photo de groupe à l'issue d'une distribution de tracts dénonçant la politique israélienne de représailles collectives et appelant le gouvernement Hollande à condamner l'escalade répressive et l'accélération de la colonisation et du vol des terres palestiniennes qui ruinent toute possibilité de paix, le jeudi 3 juillet en fin d'après-midi, place Pey-Berland à Bordeaux. L'accueil fut bon, beaucoup de passants se montrant intéressés par la campagne BDS.

LA CIMADE SOUTIENT L'APPEL BDS PALESTINIEN

« L'AVENIR muré par l'occupation : enquête sur les menaces du système de colonisation et les résistances des sociétés civiles. » C'est le titre du rapport d'une mission en Palestine et en Israël, en février 2014, par une délégation de la Cimade conduite par sa présidente Geneviève Jacques, rendu public le 3 juillet. La précédente mission datait de dix ans. D'après la Cimade, les États membres de l'UE, en refusant de tirer toutes les conséquences juridiques du continuum de violation des droits des Palestiniens et du droit international commis par l'État Israélien, et en multipliant les partenariats de tous ordres avec lui, participent activement au blocage de la situation.

Le rapport de la Cimade fait état de la résilience de la société civile palestinienne et de ses capacités de résistance ; celles-ci s'expriment notamment dans le cadre de la campagne palestinienne BDS qui fait consensus au sein de cette société civile. Du côté israélien, l'appareil d'État comme l'armée sont aujourd'hui dominés par les promoteurs d'une idéologie ethnonationaliste rejetant tout compromis. Dans ce contexte difficile, une minorité d'Israéliens juifs militent pour une paix juste et équitable et manifestent une solidarité active avec le peuple palestinien.

Dans une partie annexe du rapport, la Cimade rend également compte de quelle

manière les réfugiés africains sont traités en Israël. En la matière, les faits recueillis témoignent d'une approche exclusivement conditionnée par l'obsession d'une pureté ethnique phantasmée.

Mais l'intérêt du rapport réside moins dans la présentation d'une situation déjà largement documentée que dans les conclusions qu'en tire la Cimade, ainsi que dans les recommandations qu'elle adresse à la société civile et au gouvernement français. La question du boycott d'Israël y occupe une place centrale. La Cimade recommande ainsi aux organisations de la société civile française de soutenir l'appel BDS Palestinien.

De même elle demande au gouvernement français de respecter ses obligations du point de vue du droit international et, concrètement, de mettre un terme à toute forme de coopération économique publique et privé avec Israël contribuant directement ou indirectement à l'occupation. Elle lui demande également de reconnaître la légitimité de l'action non violente internationale entreprise par la société civile dans le cadre de l'appel BDS, et de mettre un terme à toute action en justice à l'encontre des militants du BDS en France.

CCIPPP

Pour se procurer le rapport :
[lacimade.net/docs/divers/RapportIP2014_BDplanches.pdf]

BOYCOTT-DÉSINVESTISSEMENT-SANCTIONS

La campagne BDS a été lancée par 170 organisations de la société civile palestinienne en 2005 pour que l'État d'Israël cesse la colonisation et l'occupation de la Palestine, cesse d'exploiter ses richesses, exportées frauduleusement sous le label *Made in Israël*, respecte le droit international et reconnaisse l'État palestinien.

B pour Boycott. Boycott sportif, boycott culturel et boycott universitaire, par lesquels l'image d'Israël est mise à mal grâce à l'engagement de sportifs, d'artistes (musiciens en particulier), d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs qui refusent de se rendre en Israël ou de travailler avec leurs homologues israéliens... Boycott commercial des produits d'exportation des entreprises israéliennes, dont beaucoup proviennent des colonies illégales, et qui bénéficient scandaleusement de facilités douanières de la part de l'Union européenne.

D pour Désinvestissement. Pression sur les sociétés et entreprises, notamment européennes, afin qu'elles arrêtent leur collaboration avec les sociétés israéliennes. Pression sur les entreprises israéliennes pour les décourager de s'implanter à l'étranger.

S pour Sanctions. Pression sur nos gouvernements et sur les institutions internationales, particulièrement celles de l'Union européenne, afin qu'ils appliquent à l'État d'Israël des sanctions pour ses atteintes au droit international.



La « charte éthique » de France Télévision doit être respectée !

REPRENANT un courrier adressé par la Ligue des droits de l'Homme¹ à Rémy Pflimlin en décembre dernier, le syndicat SUD France Télévision exige de la direction qu'elle mette fin au partenariat avec Sodastream.

« France Télévisions fait quasi quotidiennement de la publicité pour les machines à gazéifier l'eau à domicile Sodastream, que ce soit dans des émissions d'information des consommateurs (*Télé matin...*) ou dans le cadre d'émissions de divertissement destinées à tous les publics, programmées à des heures de grande écoute et suivies tous les jours par des millions de téléspectateurs, dans lesquelles les candidats se voient remettre ces machines comme prix (*Questions pour un champion, Des chiffres et des lettres, Slam...*).

« La campagne contre Sodastream a récemment fait la une des journaux du monde entier, quand elle a conduit l'actrice Scarlett Johansson à quitter l'ONG Oxfam parce qu'elle ne pouvait pas à la fois défendre cette entreprise et les droits humains. Plus personne ne peut donc ignorer que cette entreprise fabrique ses machines à gazéifier l'eau dans la colonie de Ma'ale Adumim, contribuant ainsi à et de l'occupation illégale de terres palestiniennes, mais aussi à l'exploitation de travailleurs palestiniens et au vol de ressources palestiniennes, en violation du droit international.

« Ces violations du droit international sont également recensés par l'ONG israélienne Who Profits².

« Il est immoral, mais aussi contraire à sa charte éthique des antennes, que France Télévision fasse quasi quotidiennement de la publicité pour cette entreprise implantée dans les colonies, colonies dont on sait qu'elles sont l'un des principaux obstacles à toute paix juste et durable au Proche-Orient. »

SUD France Télévision

1. [ldh-france.org/Lettre-ouverte-a-Remy-Pflimlin]
2. [whoprofits.org/sites/default/files/WhoProfits-ProductioninSettlements-SodaStream.pdf]
Un dossier complet (en anglais).

FAISONS UN RÊVE...

Marwan Barghouti, Président de la Palestine

L'ANNONCE d'un nouveau rapprochement du Fatah et du Hamas, fin avril 2014, dans l'objectif de constituer un gouvernement d'union nationale laissait quelque peu sceptique, malgré le rôle essentiel que pourrait jouer Marwan Barghouti dans cette dynamique, lui qui prône énergiquement depuis des années le retour à l'unité du mouvement national palestinien.

Au début juin, ce gouvernement est formé. Constitué de personnalités indépendantes et soutenu par toutes les composantes du champ politique palestinien, il a reçu comme mission prioritaire la préparation d'élections présidentielles et législatives avant la fin de l'année 2014. Il n'est pas sûr que ce gouvernement d'unité retrouvée puisse remplir sa mission, tant l'acharnement destructeur du gouvernement israélien est frénétique. Espérons néanmoins qu'il y parviendra, au-delà de tous les aléas, de toutes les vicissitudes.

ALORS FAISONS un rêve... Marwan Barghouti, qui réside sans doute encore dans la cellule 28 de la prison d'Haddarim en Israël ; Marwan Barghouti, auteur du « Document des prisonniers », le document de l'entente nationale, et qui a, dès 2006, inlassablement œuvré à « l'établissement d'un projet politique palestinien sur la base de l'unité nationale, appuyé sur le droit international » ; Marwan Barghouti, dont la détermination, le courage et la lucidité politique sont unanimement reconnus (sauf, bien sûr, des dirigeants israéliens et de leurs séides) ; cet homme-là est aujourd'hui la personnalité la plus capable de catalyser l'énergie du peuple palestinien et de fédérer tous ses espoirs. Sa candidature à la présidence de la Palestine est moralement, politiquement, stratégiquement indiscutable.

Un rêve... Barghouti, candidat du Fatah certes, mais surtout candidat de tout le peuple palestinien, qui, malgré les multiples embûches que ne manquera pas de dresser devant lui le pouvoir israélien, se déplacera massivement pour s'affirmer à lui-même la force de son espérance et affirmer aux yeux de l'Occident le niveau

de sa conscience nationale et historique.

Un peuple nié, un peuple occupé, un peuple prisonnier se choisit comme président un prisonnier politique (mais quel prisonnier palestinien n'est pas un prisonnier politique ?), le plus emblématique sans doute, mais aussi le plus ouvert sur l'avenir. Ainsi, Marwan Barghouti devient le troisième président de Palestine, et c'est lui qui, maintenant, doit conduire son peuple vers la liberté, et tout faire pour donner à la Palestine sa souveraineté et son indépendance. Mais comment les grands « démocrates » israéliens vont-ils réagir à cette élection qui leur est insupportable ? Se décideront-ils à libérer le président Barghouti, condamné par Israël à cinq perpétuités et qui n'a toujours pas fini sa première ? Ou, selon

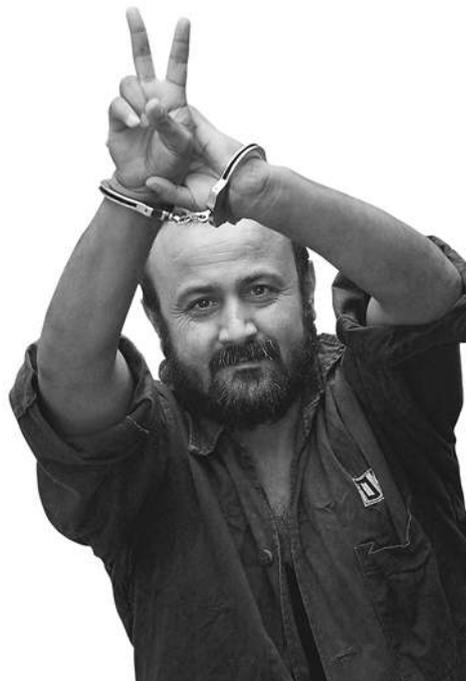
la formidable logique rationnelle qui les anime si puissamment, n'exigeront-ils pas qu'il achève les quatre perpétuités et demie qui restent avant d'envisager toute idée de libération ? Donc l'État « juif », qui est peut-être d'abord l'État du délire « juif », ne libère pas Marwan Barghouti.

CE RÊVE devient vraiment bizarre. Imagine-t-on les chefs d'État et de gouvernements occidentaux venir assister à l'intronisation du nouveau président palestinien dans sa cellule qui, même aménagée et vaguement embellie, ne saura guère dissimuler sa misérable exigüité ? Enfin, poursuivons le rêve... Le président américain Obama félicitant Barghouti et lui donnant l'accolade au milieu d'un cliquetis de chaînes et de portes grinçantes, ce serait quand même plus pittoresque que le pèlerinage à Robben Island. Et puis, franchement, l'élégant visiteur américain dans la spartiate résidence du Palestinien, ça ferait de « la belle oxymore » dans notre méchant rêve d'anticipation.

Quant à Hollande, si à la rigueur Netanyahu l'invitait à venir bâfrer, peut-être penserait-il à faire un détour. Mais surtout pas de photos : qu'on le voie en train de serrer la main d'un détenu d'Israël, vous n'y pensez pas ! Il y aurait bien des juifs en France pour l'accuser d'honorer un « terroriste » et d'ouvrir un boulevard à l'antisémitisme, etc.

Méchant rêve, parce que la visite protocolaire d'un président américain ou français à un prisonnier politique d'Israël, serait-il président de la Palestine, est aussi impensable que la faculté pour un dirigeant israélien de comprendre que l'occupation militaire et la colonisation d'un territoire, que la domination, par une violence continue et sans mesure, d'un peuple aspirant à sa liberté, constituent une abomination définitive.

Finissons cependant notre rêve idiot. Le président Barghouti sait parfaitement qu'il n'aura pas beaucoup d'amis du côté de l'Occident et qu'on ne l'aidera guère, mais il a pitié de tous ces bouffons qui psalmodient les quelques mots « justice, paix, démocratie, droits de l'homme » qui



**« RIEN, NI LES SOUFFRANCES,
NI LES PEINES, NI L'OPPRESSION,
NI LES SACRIFICES,
NI LES ASSASSINATS,
NI LES ARRESTATIONS,
RIEN NE PEUT
NOUS FAIRE OUBLIER NOS DROITS
ET NOUS SOUMETTRE. »**

**MARWAN BARGHOUTI,
DÉPUTÉ,
PRISONNIER EN ISRAËL
DEPUIS LE 15 AVRIL 2002.**

leur servent à masquer la petitesse et l'inconsistance de leur action politique réelle. Il a pitié, parce qu'il est définitivement plus libre qu'eux, bien que depuis plus de douze ans il soit prisonnier d'Israël ; il n'a renoncé à aucune des aspirations profondes de son peuple, que la communauté dite internationale feint de respecter tout en le délaissant lâchement ; il continuera avec la même énergie le combat pour la liberté et l'indépendance qu'il mène depuis si longtemps. Il a pitié aussi des dirigeants israéliens, parce qu'il sait qu'ils ne peuvent admettre qu'un Palestinien soit leur égal, qu'ils ne peuvent constituer « des partenaires pour la paix » : ils n'en sont tout simplement pas capables. Mais l'Histoire n'est pas finie, la patience des Palestiniens est elle-même sans fin.

Il y aura des échecs, il y aura des compromis, c'est sûr ; mais à un moment donné de l'histoire il y aura un pays qui, au-delà de toutes les tragédies qui l'auront affecté, sera entièrement tourné vers l'avenir. Ce pays devra beaucoup à la ténacité et à l'intelligence de Marwan Barghouti. On parle parfois de lui comme d'un nouveau Mandela. La référence est compréhensible, mais il n'a pas besoin d'être un Gandhi ni un Mandela, pas besoin de jouer le rôle d'une icône universelle correctement calibrée au service de la bonne conscience occidentale. Il lui suffira d'être Marwan Barghouti, président de la Palestine, président du peuple palestinien. Peut-être alors un autre « rêve » commencerait-il vraiment.

On pourrait aussi développer un autre scénario, moins compliqué, plus juste, porteur d'avenir : les responsables politiques d'Israël, des États-Unis et de l'Europe finissent par s'affranchir de leur hétérodoxie et accèdent enfin à une certaine intelligence de l'Histoire qui leur permet de comprendre la légitimité fondamentale de la résistance palestinienne. Israël reconnaît alors la nécessité absolue de la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers palestiniens comme préalable à toute véritable négociation de paix. Ainsi, rêvons encore un peu...

Jean-Claude CAVIGNAC

Ce texte n'engage en rien les positions de l'association ; j'en ai eu l'idée en apprenant la constitution du nouveau gouvernement palestinien, après relecture de l'article publié le 11 avril dernier par L'Humanité, « Marwan Barghouti, le prisonnier qui a les clés de la paix ». Vous aurez compris qu'il a été rédigé avant le cauchemar de ces dernières semaines.

SOLIDARITÉS Palestine



Remise des diplômes à l'université Birzeit en juin 2014. Sur les pancartes portées par les diplômés est écrit « mai w maleh » (eau et sel), en soutien aux prisonniers en grève de la faim.

TÉMOIGNAGE

La Liberté guide nos pas en Palestine aussi !

DE RETOUR DE PALESTINE, je veux témoigner des conditions toujours plus dégradées que vivent les Palestiniens sous l'effet d'une colonisation qui continue de gagner du terrain, et à grande vitesse.

Pour preuve, en 2013, année même de la reprise des discussions directes [entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne, ndlr.], les nouvelles constructions de colonies en Cisjordanie ont fait un bond de 123 % par rapport à l'année précédente. De plus, en avril dernier, Israël annonçait un nouveau projet de construction de plus de 700 logements à Jérusalem-Est. Sans oublier les sanctions économiques que subit l'Autorité palestinienne et les humiliations et provocations qui sont le lot quotidien de la population.

Pour un bel hommage à Fernand Tuil, co-président de l'AJPF¹, à la hauteur de l'action sans relâche qu'il a menée, particulièrement en direction des camps de réfugiés, la délégation d'élus de France a été accueillie le 30 juin par le Président de l'Autorité palestinienne mais aussi par les maires de Ramallah et des camps de Dheisheh à Bethléem, d'Elamari et Kalendia, jumelés avec des villes françaises.

Le message de Mahmoud Abbas portait un souffle d'espoir alors qu'il s'appropriait à annoncer le nouveau gouvernement, scellant un nouvel accord entre le Fatah et le Hamas, un accord inter-Palestinien qui reprend les termes des précédents accords de réconciliation. [...] Message d'espoir qui prolonge la reconnaissance de l'État de Palestine par l'ONU qui lui accorde « le statut d'État non membre, observateur de l'ONU », une victoire diplomatique et politique.

Enfin, à la rencontre des familles de prisonniers, nous avons réitéré notre

engagement à déployer dans notre pays les actions de solidarité avec les prisonniers palestiniens.

Les nombreuses manifestations en soutien aux grèves de la faim des prisonniers sont l'aboutissement de plusieurs années de mobilisation des associations palestiniennes contre les conditions de détention et pour faire respecter leurs droits humains, mais aussi pour en finir avec la détention administrative qui permet aux autorités israéliennes de détenir un individu pour une durée illimitée sans aucune charge. Les familles rencontrées rappelaient que la quasi-totalité des Palestiniens ont fait de la prison au moins une fois dans leur vie, y compris des enfants, ou qu'ils ont un proche qui a fait de la prison. La population palestinienne est donc au cœur de ces préoccupations qui touchent directement à la lutte contre l'occupation et pour leur liberté.

Un combat qu'il nous faut mener sans relâche et qui pourrait être relayé par une immense pétition à l'appel de nombreuses personnalités, associations et organisations pour dénoncer les violations par Israël des lois internationales et obtenir la libération des prisonniers palestiniens.

Jean-Jacques PARIS

Vice-président du Conseil général de la Gironde
Secrétaire général de l'ANECR²

1. AJPF, Association pour le jumelage des camps de réfugiés palestiniens avec des villes françaises.

C'était la dernière volonté de Fernand Tuil, décédé en décembre dernier, que de reposer à Daisheh, près de Bethléem, premier camp jumelé avec sa ville de Montataire en 1989.

2. ANECR, Association nationale des élus communistes et républicains.



La cinquième conférence des groupes locaux de l'AFPS, qui s'est tenue à Ivry-sur-Seine les 17 et 18 mai, a rassemblé 160 militants appartenant à 60 des 102 groupes locaux de l'association.



UNE ÉNERGIE MILITANTE RICHE D'EXPÉRIENCES

L'INTRODUCTION avait été confiée à Hael el Faoum, ambassadeur, chef de la Mission de Palestine en France. Son analyse de la situation, marquée par le sabotage délibéré des négociations par le gouvernement Netanyahu et la reprise du processus d'unité nationale entre OLP et Hamas, n'a pas manqué de remonter à l'origine de la colonisation de la Palestine, après la première puis la seconde guerre mondiale, pour souligner la responsabilité des « grandes puissances ».

L'ambassadeur a logiquement stigmatisé la stratégie « diabolique » d'Israël qui, en poursuivant la colonisation en Cisjordanie et en maintenant le blocus de Gaza, cherche à provoquer une troisième intifada tout en sapant la confiance des Palestiniens dans leurs dirigeants. Face au refus d'Israël de répondre à la question des frontières et à son veto à l'évocation du droit au retour des réfugiés, l'OLP est restée ferme sur ses positions, et a fait reconnaître à John Kerry que les constructions sont illégales et illégitimes, y compris à Jérusalem-Est...

Les échanges avec les militants ont oscillé entre questions sur les initiatives prochaines de l'Autorité palestinienne (adhésion à la Cour pénale internationale ? ouverture d'une ambassade à Paris ?...), et affirmation de la nécessité de faire pression sur notre propre gouvernement et de développer le mouvement de solidarité à la Palestine.

Après les discussions informelles et les précieux échanges d'expériences de terrain et de matériel d'information sur les stands des groupes de travail et des groupes locaux, la séance du dimanche matin se voulait moment de réflexion

et de travail collectif sur la relance de la campagne BDS. Ont été présentés de nouveaux outils bientôt disponibles sur un espace dédié du site web de l'AFPS. L'objectif est de cibler sur un produit ou une entreprise, de coordonner les actions des groupes et leur donner davantage de visibilité. Dans le débat, il a été souligné que les procès, comme à Perpignan, loin de nous handicaper, maintiennent la mobilisation et permettent de développer une véritable campagne citoyenne, large et unitaire. Il a rété regretté que le lien ne soit pas fait avec le réseau national et international BDS. Il a été rappelé

que les trois objectifs de la campagne, qui concernent les trois parties du peuple palestinien, réfugiés, Cisjordanie-Gaza et Israël, sont indissociables.

La dernière séquence a été centrée sur la coopération des collectivités territoriales avec la Palestine, à partir de l'expérience de Rezé, commune de l'agglomération nantaise, engagée dans un partenariat avec Abou Dis, ville palestinienne aujourd'hui coupée de Jérusalem sa métropole. Une forme de solidarité qui vient en complément de la coopération avec les organisations de la société civile.

Cécile RENAULT



YARMOUK MEURT, QUE FAIT-ON ? Cette interrogation a été portée par les militants de Besançon et des réfugiés du camp de Yarmouk, morceau de Palestine en périphérie sud de Damas, assiégé et bombardé par l'armée syrienne depuis l'été 2013. La présentation en soirée du film *Les Chebabs de Yarmouk* n'a hélas pas été suivie d'un débat nécessaire. Réalisé en 2012 par Axel Salvatori-Sinz, ce film quasi-documentaire témoigne des réalités complexes des jeunes, filles et garçons, de la troisième génération nés réfugiés dans les pays arabes, tiraillés entre leurs aspirations, la perspective d'une vie « rangée » et le maintien de leur identité palestinienne. Deux ans plus tard, les lieux du film n'existent plus, les Chebabs et les familles sont dispersés, réfugiés palestiniens de Syrie devenus réfugiés au Liban, en Jordanie ou ailleurs. Et pourquoi pas en Palestine ?

SHOAH, QUEL REGARD SUR « NOTRE » HISTOIRE ?

Shoah, regards sur notre histoire est un « beau livre » édité par Milan jeunesse (l'éditeur laïque toulousain devenu il y a dix ans filiale de Bayard, l'éditeur catholique) en 2008 et 2010. Un gros livre cartonné, 22 x 26 cm, 192 pages abondamment illustrées couleurs, vendu 24,50 euros.

C'est la traduction d'un livre, *Holocaust*, écrit (en anglais) par Angela Gluck Wood et paru en 2007 à Londres, à l'initiative de l'Institut de la Fondation de la Shoah pour l'histoire visuelle et l'éducation, plus connue sous le nom de fondation Spielberg. Steven Spielberg, qui signe l'avant-propos, a en effet investi une partie des bénéfices réalisés par ses films (et en particulier *La Liste de Schindler*) dans un « travail de mémoire » gigantesque, réalisant notamment des milliers d'entretiens avec les survivants.

C'est vraiment un beau livre, qui ne cache rien de ce qu'a été la destruction des Juifs d'Europe, ce génocide industriel par le nazisme. Un livre qui montre beaucoup de choses sur ce qu'était la vie des communautés juives (fait notable, il évoque l'harmonie entre juifs et musulmans dans la péninsule ibérique sous domination musulmane, par opposition avec l'expulsion de 1492 par l'Espagne catholique), ce qu'a été la montée du national-socialisme, ce qu'ont été le génocide et les résistances, mais aussi les difficultés de l'après.

Et pourtant, je pense que ce n'est pas un bon livre. D'une part, même si ce n'est pas l'essentiel, il décrit plus qu'il ne donne des clés pour comprendre. Par exemple, le choix du recours au parti nazi par le grand capital allemand, celui de la collaboration par le patronat français, ne sont jamais présents. D'autre part et surtout, il raconte l'Histoire juive sur le mode du consensus sioniste, jamais du conflit. Jusqu'à la caricature. Exemples.

« *La Terre promise. Sion est le nom donné à la terre d'Israël et sa capitale, Jérusalem. Pendant deux mille ans, les juifs ont rêvé du sionisme (le retour à la patrie) et ce désir s'est accentué dans les années 1930.* » Page 117. Le rêve précède de dix-neuf siècles l'idée même ! « *An 70. Après la destruction du Temple de Jérusalem par les Romains, les juifs sont*

forcés de quitter la Judée pour vivre en petites communautés à travers l'Europe et le monde. » Page 8. (Nos lecteurs savent que la dispersion des communautés juives est déjà antérieure, et que cette deuxième dispersion ne concerne qu'une partie minoritaire de la population juive de Palestine.)

« *Les juifs vivaient sur les territoires russes depuis 150 ans mais, dès la fin du XIX^e siècle, beaucoup émigrèrent à l'ouest ou en Palestine en raison de l'antisémitisme qui animait même des groupes militant pour une société plus égalitaire. En 1897, les juifs créèrent donc leur propre mouvement appelé le Bund. Cela leur redonna confiance et permit l'essor d'une culture juive moderne encore active après la Révolution de 1917.* » Page 84. C'est l'exemple type de l'écriture d'une histoire juive consensuelle (le conflit est avec « les autres »). Or il s'agit là d'une période de conflit dur parmi les Juifs eux-mêmes entre bolcheviks, bundistes, sionistes. On pourrait croire à la lecture que simplement LES Juifs, et pas DES Juifs, rejoignaient ce parti social

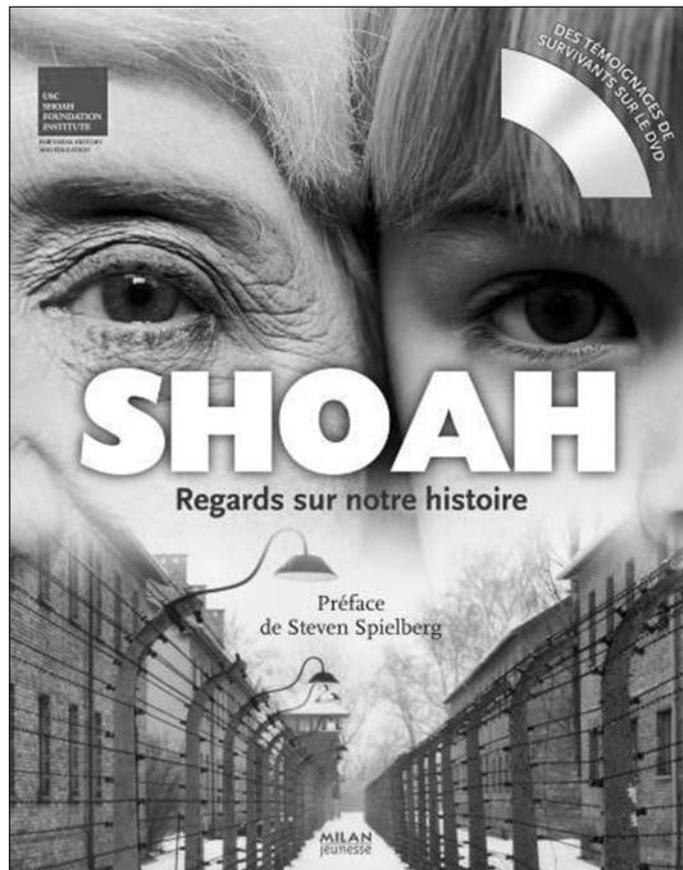
démocrate révolutionnaire juif partisan de l'autonomie culturelle dans une République socialiste.

Et au glossaire, le sionisme est défini comme « *Mouvement pour le rétablissement (c'est moi qui souligne) et la mise en valeur de la nation juive dans le territoire qui porte aujourd'hui le nom d'Israël.* » Page 187. On rejoint là le roman national israélien, qui légitime le retour de la nation sur son territoire.

Est-ce alors que le livre reprend la fable « d'une terre sans peuple pour un peuple sans terre » ? Pas tout à fait. Dans les frises, en 1936, « *En Palestine les Arabes protestent contre l'immigration juive.* » Page 78. Mais le seul Arabe de Palestine cité sera l'inévitable Mufti de Jérusalem, en photo en discussion avec Hitler page 97. Et dès la page 21 « *Les premiers sionistes se rendirent dans leur mère patrie dès 1881. Ils travaillaient dur pour réaliser le vieux rêve de "faire fleurir le désert".* » Comment ne pas voir alors les Arabes comme des occupants illégitimes ?

Domage. C'est un beau livre.

André ROSEVÈGUE



PS 1. Est-ce un détail ? Dans les frises chronologiques qui parsèment l'ouvrage sont distingués les événements d'Europe et ceux du Monde. Systématiquement, la Russie est hors d'Europe.

PS 2. Remarque girondine : page 124, le consul du Portugal à Bordeaux, « Juste parmi les nations », est pris en exemple de ceux qui ont « aidé des juifs ». Occasion pour moi de préciser que le livre écrit toujours « juif » sans majuscule, question déjà évoquée dans d'autres chroniques.

PS 3. Après lecture, je m'interroge encore sur le titre : la Shoah reste-t-elle l'affaire des Juifs, ou fait-elle bien partie de l'Histoire de tous.

AGENDA *Palestine*

**VENDREDI 27, SAMEDI 28
ET DIMANCHE 29 JUIN**

24^e Fifres de Garonne

à SAINT-PIERRE-D'AURILLAC

Cette édition 2014 se déroulera, sur les berges de la Garonne, sous le signe du partage. Sur le stand de Palestine33, publications, artisanat et huile d'olive de Palestine.

MARDI 8 JUILLET, À 20 H.

À l'initiative du CIL-Cinéma indépendant en Libournais
Projection de **Route 60**,
un itinéraire au-delà des frontières, réalisé par Alaa Ashkar, en sa présence.
Salle des Fêtes de LIBOURNE,
1 rue Montesquieu.

**VENDREDI 6 SEPTEMBRE
DE MIDI À MINUIT**

« Planète Lormont »

Sous le signe de la solidarité

Le collectif Égalité des droits organise pour la quatorzième année cette grande fête, avec l'implication de la population des quartiers de la rive droite.

« Planète » s'inscrit dans les démarches militantes,

> pour l'expression interculturelle et la reconnaissance réciproque ;

> pour l'égalité, contre les discriminations et l'intolérance ;

> pour l'expression associative, en faveur de la citoyenneté ;

> pour l'expression des solidarités locales et internationales.

Participation de Palestine33.

Place François Mitterrand
LORMONT

VENDREDI 25 OCTOBRE

LANNEMEZAN

**Rassemblement national
des comités pour
la libération de Georges
Ibrahim Abdallah**

Un bus partira de Bordeaux.

30 ANS ÇA SUFFIT!



**LIBÉREZ
GEORGES IBRAHIM
ABDALLAH!**

**POUR
QUE CESSE
UN INVRAI-
SEMBLABLE
DÉNI
DE DROIT**

À L'INITIATIVE de Solidaires33 et de la fédération Solidaires-étudiants, un appel a été voté en séance plénière du 6^e congrès de Solidaires, à Dunkerque, pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah. Des syndicalistes du Brésil, d'Espagne et d'Allemagne, invités au congrès, l'ont également signé. Un syndicaliste algérien doit nous communiquer la décision de son organisation dans les prochains jours. Ce texte sera soumis à toutes les organisations syndicales et politiques nationales pour obtenir leur signature. Chaque lecteur de la revue doit relayer cet appel, en particulier auprès des élus et des personnalités de la Gironde.

EXTRAITS DE L'APPEL :

« Georges Ibrahim Abdallah est l'objet d'un invraisemblable déni de droit de la part du gouvernement français, qu'il importe de faire cesser au plus vite. [...] Au-delà du bien-fondé de sa condamnation, sur la base de preuves sujettes à caution, l'homme a purgé, plus que largement, sa peine.

« Libérable depuis quinze ans, il a été maintenu en détention sur intervention directe des États-Unis. Pour l'exemple, au prétexte qu'un « crime de sang » a été commis à l'encontre de personnes représentant des autorités publiques. Au-delà du débat sur la matérialité de ce crime, Georges aurait du être libéré, selon les règles, depuis 1999. D'ailleurs la justice, en 2012, a tranché par deux fois, en première instance et en appel, en décidant sa



libération, avec à la clé, un arrêté d'expulsion signé du ministre de l'Intérieur. [*Ce que Manuel Valls n'a pas fait.*]

« [...] Aujourd'hui, Georges Ibrahim Abdallah est en détention administrative. Cette exception [...] a été appliquée à ce prisonnier détenu par la volonté des États-Unis ET de la France, qui en porte la responsabilité. Nous exigeons la libération sans condition de Georges Ibrahim Abdallah. »

Organisations signataires : Union syndicale Solidaires (France), TIE Transnationals Information Exchange (Allemagne), Syndicat CSP-Conlutas (Brésil), CGT Confederación general de los trabajadores (Espagne). Citoyens et membres d'associations.

Texte intégral sur
[libéronsgeorges.over-blog.com]
Signatures [gilbert.hanna@orange.fr]

La solidarité sanctionnée

Le jugement rendu en première instance, le 5 avril 2014, condamnant notre camarade Alain Pojolat, membre du CLGIA¹, à 1500€ d'amende avec sursis pour avoir été prétendument l'organisateur d'un rassemblement non déclaré (le 19 janvier 2013, aux abords du ministère de l'Intérieur), a été confirmé en appel.

Ce militant devra donc, pendant cinq ans, éviter les manifestations non déclarées. Le CLGIA avait pourtant affirmé par écrit, lors du procès en appel du 9 mai 2014, son entière responsabilité collective quant à l'organisation de ce rassemblement.

La stratégie de répression de la solidarité ne date pas d'aujourd'hui. Les syndicalistes, les militants des comités de soutien, de Notre-Dame-des-Landes aux campagnes BDS, connaissent l'acharnement d'une justice de classe à criminaliser tout ce qui a trait à la lutte. Loin d'atteindre leur but, ces tentatives d'intimidation n'entameront pas la détermination des militants.

1. Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah.

Palestine33

> **Abonnement** (un an) au journal, 15 €

> **Adhésion** (selon revenus) à partir de 10 €.

Cette cotisation permet de recevoir notre journal (six numéros par an), le bulletin de l'AFPS (quatre numéros par an) et la web-lettre hebdo de l'AFPS.

> **Les dons**, qui servent à financer les actions de solidarité en Palestine, sont déductibles des impôts (un reçu fiscal sera envoyé).

Pour nous joindre, hormis nos manifestations publiques, écrire à Palestine33, 27 rue de Belgique, 33800, Bordeaux ou palestine33@laposte.net

Plus d'informations : [palestine33.free.fr] et AFPS [france-palestine.org]